

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.68

15 mars 2002

(02-1353)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Communication de la République de Moldova

Addendum

Le gouvernement moldove a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

I. LOIS ET RÈGLEMENTS PERTINENTS

La mise en œuvre et l'administration de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce sont fondées sur la législation ci-après:

A. LOI N° 866-XIV DU 10 MARS 2000 SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

1. La Loi n° 866-XIV du 10 mars 2000 sur les obstacles techniques au commerce prévoit le respect des dispositions du Code de pratique pour l'élaboration et l'application des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité. Cette loi dispose qu'il faut éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et examiner des mesures de remplacement moins restrictives pour le commerce qui permettent d'atteindre les objectifs légitimes. La loi prévoit la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC. Elle prévoit l'identification de l'autorité chargée de faire les notifications à l'OMC et de la publication dans laquelle paraîtront les avis de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité. La loi fait en sorte que les autorités réglementaires ménagent un délai raisonnable entre la publication de la version finale d'un règlement technique et son entrée en vigueur afin de permettre aux fournisseurs de s'adapter.

B. LOI SUR LA NORMALISATION N° 590-XIII DU 22 SEPTEMBRE 1995, MODIFIÉE PAR LA LOI N° 919-XIV DU 12 AVRIL 2000

2. La Loi sur la normalisation (Loi n° 590-XIII du 22 septembre 1995) modifiée établit les fondements juridiques, sociaux, économiques et organisationnels des activités de normalisation dans la République de Moldova. Les principaux objectifs de cette loi sont les suivants: faire en sorte que les règlements techniques et les spécifications réglementaires des produits, procédés et services soient conformes à l'utilisation prévue pour ces produits, procédés et services; protéger les intérêts de l'État et des consommateurs en garantissant la qualité des produits, procédés et services et leur sûreté pour la vie et la santé des personnes ainsi que pour l'environnement et les biens matériels; éliminer les obstacles techniques non nécessaires au commerce en garantissant la compétitivité des produits sur le marché mondial; garantir que des produits de même nature et leurs modes d'emploi répondent à

certaines critères; garantir que les mêmes unités de mesure sont utilisées. Les modifications à cette loi prévoient l'adoption de nouvelles normes, de nouveaux règlements techniques et de nouvelles procédures d'évaluation de la conformité qui sont pleinement compatibles avec l'Accord OTC et l'utilisation des normes, guides et recommandations appropriés émanant d'un organisme international comme base de l'élaboration de règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. Les modifications ont été approuvées par la Loi n° 919 du 12 avril 2000 sur la modification de la Loi sur la normalisation.

C. LOI N° 652-XIV DU 28 OCTOBRE 1999 SUR LA CERTIFICATION

3. La Loi sur la certification (Loi n° 652-XIV du 28 octobre 1999) établit le cadre juridique pour la certification des produits, du matériel, des procédés, des technologies, des systèmes de production, des activités dangereuses, des logiciels, des systèmes de qualité et des services afin de garantir la sécurité nationale, d'éviter que des dommages ne soient subis, de protéger les droits des consommateurs et la santé et la vie des personnes et des animaux et de préserver les végétaux et l'environnement en conformité avec les Accords OTC et SPS de l'OMC. Cette loi prévoit l'acceptation des résultats des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes dans les pays exportateurs avec lesquels la Moldova a signé un accord bilatéral de reconnaissance mutuelle, ou bien lorsqu'elles sont visées par des organismes régionaux ou internationaux spécialisés. La Décision du Département moldave de la normalisation relative à l'établissement d'une liste de produits soumis à la certification obligatoire a été adoptée en août 2000.

D. LOI N° 1453-XII DU 25 MAI 1993 SUR LA PROTECTION DES DROITS DES CONSOMMATEURS

4. La Loi sur la protection des droits des consommateurs (Loi n° 1453-XII du 25 mai 1993) garantit à chaque consommateur le droit d'être informé de ses droits; de voir ses droits protégés par l'État; de voir ses intérêts représentés devant les institutions de l'État; de recevoir de l'information sur les produits et sur les producteurs et les vendeurs; d'adhérer à des organisations vouées à la protection des consommateurs; d'être assuré que les produits qu'il achète ne présentent pas de danger pour sa vie, sa santé ou l'environnement; d'obtenir une indemnisation pour les produits défectueux et pour les dommages à sa vie ou à sa santé causés par de tels produits. Le non-respect de cette loi peut impliquer une responsabilité pénale, administrative et civile suivant la législation en vigueur. Les cas d'atteinte aux droits des consommateurs peuvent être portés devant les tribunaux par les consommateurs et ne donneront lieu à aucune taxe d'État.

5. La Décision du Département de la normalisation et de la métrologie de mettre en place le Centre d'information sur la normalisation et la certification (point d'information OTC) a été adoptée.

6. Un projet de loi sur l'évaluation de la conformité est en cours d'élaboration, avec pour objectif d'établir un cadre juridique pour l'évaluation de la conformité des produits, procédés et services afin de garantir une ligne de conduite unique dans ce domaine. Ce projet de loi détaillera également les droits et obligations des participants au processus d'évaluation de la conformité.

II. TRANSPARENCE

A. PUBLICATIONS

7. i) Le " Buletinul de Standardizare" (Bulletin sur la normalisation) fournit des renseignements et des directives sur des documents et des projets d'élaboration de normes nationales (publication trimestrielle). C'est dans cette publication que paraissent les avis annonçant les projets de normes des organismes internationaux à activité normative soumis à consultation publique, ainsi que les programmes de travail sur les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité notifiés.

ii) Le "Monitorul Oficial" (Journal officiel) de la République de Moldova publie les documents juridiques relatifs à la normalisation, aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité. Les textes des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité approuvés sont publiés au Journal officiel et des copies de ces documents peuvent être obtenues auprès du point d'information.

B. DÉLAI PRÉVU POUR LA PRÉSENTATION D'OBSERVATIONS

8. Exception faite des cas d'urgence, une période de 60 jours est ménagée aux Membres de l'OMC pour présenter leurs observations écrites sur les projets de normes, de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité.

C. POINT D'INFORMATION

9. Les coordonnées du point d'information OTC établi conformément à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce figurent ci-après:

Information Center of Standardization and Certification
(Centre d'information sur la normalisation et la certification)
Department of Standards and Metrology
(Département de la normalisation et de la métrologie)
28, E. Coca St.
Chisinau, MD-2039

Téléphone: (373-2) 75 09 81, ext. 116
Téléfax: (373-2) 75 05 81
Courrier électronique: standart@standart.mldnet.com
<mailto:standart@standart.mldnet.com>

Personne à contacter: M. Vasile Lupashcu

Le point d'information est entièrement opérationnel.

D. AUTORITÉS ET AGENCES NATIONALES

10. Conformément à l'article 10.10, la responsabilité globale de la mise en œuvre à l'échelon national des dispositions relatives aux procédures de notification incombe à la Division du Ministère de l'économie chargée des questions concernant l'OMC et au Département de la normalisation et de la métrologie.

11. Le Département de la normalisation et de la métrologie est chargé de la mise en œuvre et de l'administration de l'Annexe 3 de l'Accord (Code de pratique), de la gestion d'un point d'information national, du respect des prescriptions en matière de renseignements énoncées à l'article 10, de la notification des projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité (la Division du Ministère de l'économie chargée des questions concernant l'OMC coordonne cette activité) et de la communication des copies des règlements techniques projetés.

12. Le Département de la normalisation et de la métrologie est chargé des consultations prévues à l'article 14 de l'Accord OTC. L'adresse officielle du Département de la normalisation et de la métrologie est la suivante:

28, E. Coca St.
Chisinau, MD-2039

Téléphone: (373-2) 74 85 88
Téléfax: (373-2) 75 05 81
Courrier électronique: standart@standart.mldnet.com

13. Le Département de la normalisation et de la métrologie assume la responsabilité des autorités du gouvernement central dans le domaine des prescriptions en matière de notification.

E. MESURES PRISES POUR DE NOUVEAUX RÈGLEMENTS TECHNIQUES OU PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

14. Les autorités nationales et infranationales qui élaborent de nouveaux règlements techniques ou des amendements substantiels à des règlements techniques existants publieront un avis au Journal officiel, au plus tard deux semaines après la date d'élaboration, afin d'informer les parties intéressées des mesures proposées.

ANNEXE 1

Principales lois et réglementations pertinentes

1. Loi n° 866-XIV du 10 mars 2000 sur les obstacles techniques au commerce
 2. Loi n° 590-XIII du 22 septembre 1995 sur la normalisation, modifiée par la Loi n° 919-XIV du 12 avril 2000
 3. Loi n° 652-XIV du 28 octobre 1999 sur la certification
 4. Loi n° 1453-XII du 25 mai 1993 sur la protection des droits des consommateurs
 5. Loi n° 647-XIII du 17 novembre 1995 sur la métrologie
 6. Loi n° 803-XIV du 11 février 2000 sur la sécurité industrielle des objets industriels dangereux
 7. Loi n° 1440 du 24 décembre 1997 sur la protection et la sécurité en matière de radioactivité
 8. Décision du gouvernement n° 932 du 6 septembre 2001 sur l'approbation de la structure réglementaire et du personnel du Département de la normalisation et de la métrologie
-